

Une voix: Où prendrait-on l'argent?

Mme Marleau: Les employés et les employeurs sont laissés pour compte. Ottawa se retire du Programme d'assurance-chômage et les employeurs et employés auront une facture supplémentaire de plus de 2,9 milliards de dollars par année.

Les provinces et les gens qui y habitent sont laissés pour compte. Les transferts aux provinces sont coupés et ce sont les contribuables qui vont payer. Et ce qu'il y a de plus grave encore, c'est que la famille canadienne a été laissée pour compte. Elle devra payer des impôts plus élevés. Elle devra payer davantage pour l'essence, et la nouvelle taxe de vente ajoute un fardeau extraordinaire, surtout quand on pense aux coûts additionnels que la famille devra payer pour s'acheter une maison ou pour payer son loyer.

[Traduction]

Les changements apportés au Régime d'assurance-chômage vont faire mal aux petits hommes d'affaires, aux petits entrepreneurs, aux simples Canadiens. C'est dire qu'ils vont faire mal à tout le monde. Mais n'oubliez pas ceci: le gouvernement conservateur est disposé à verser un milliard de dollars qu'il s'était engagé à dépenser dans la circonscription du député afin de garantir son élection, ou devrais-je dire pour acheter son élection. Cet engagement est encore valable. Ils n'ont pas parlé de promesse dans ce cas-là parce qu'ils avaient l'argent. Par ailleurs, ils ont bel et bien déclaré qu'ils ne toucheraient pas à l'assurance-chômage, et pourtant c'est ce qu'ils ont fait. Ils respectent un engagement qui bénéficiera à quelques-uns seulement et ils violent ceux qui font du tort à tous les travailleurs et à tous les employeurs du pays. Ils l'ont crié sur tous les toits, ils ont l'argent qu'il faut. Ils l'ont répété pendant la campagne. Leurs promesses ne coûteront pas un sou. Il y a de l'argent seulement quand cela fait leur affaire.

• (1640)

Je rappelle aux députés d'en face que le premier ministre a fait ces promesses personnellement. Comme les Canadiens avaient du mal à le croire, il a fait appel au ministre des Finances qui leur a assuré qu'on avait mis de côté l'argent nécessaire. Autrement dit, ne vous en faites pas et jouissez de la vie. Nous savons aujourd'hui qu'il s'agissait de nous faire voter maintenant et payer ensuite.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Ils se sont moqués de l'électorat canadien. Et l'électorat canadien ne l'oubliera pas de sitôt. Avant la campagne électorale, le gouvernement s'est engagé, entre autres choses, à subventionner l'usine de valorisation du pétrole lourd de Lloydminster et l'usine d'exploitation de sables bitumineux OSLO en Alberta. On croit en général, dans le monde des affaires et le secteur énergétique, que ces projets ne sont pas viables vu le prix actuel du pétrole. N'empêche que les conservateurs vont tenir cette promesse et injecter 1 milliard de dollars dans ces projets. Il n'est pas question de sabrer dans ces projets pour réduire le déficit. On a du mal à comprendre comment le gouvernement peut réduire les programmes sociaux essentiels au détriment des Canadiens ordinaires, mais venir en aide à ses riches amis du monde des affaires.

Je rappelle à la Chambre certaines clauses de l'Accord de libre-échange que le gouvernement a fait adopter à toute vapeur. Nous nous sommes engagés, en effet, à vendre notre gaz et notre pétrole aux États-Unis au prix que le paient les Canadiens.

Mme Sparrow: C'est vrai.

Mme Marleau: Nous consacrons un milliard de dollars à la réalisation de projets pétroliers dans l'intérêt de nos amis américains. Personnellement, je crois que c'est pousser l'amitié trop loin, surtout quand on n'arrive pas à s'occuper des siens. Charité bien ordonnée commence par soi-même.

Les conservateurs nous enlèvent les services de garde d'enfants et cessent de financer notre assurance-chômage, mais garantissent l'approvisionnement en pétrole de nos amis américains. C'est ridicule. Je ne comprends pas les priorités du gouvernement, mais elles n'ont sûrement rien à voir avec les intérêts des Canadiens ordinaires.

[Français]

Il faut dire que les régions défavorisées le sont davantage. Ce Budget aura des conséquences sérieuses pour tous les gouvernements provinciaux, municipaux, les régions défavorisées, ainsi que les individus. Quand on coupe à VIA Rail, on coupe les services aux gens qui en ont le plus besoin. Et moi je peux vous dire qu'il y a des municipalités, dans notre région, qui n'ont aucun chemin, aucun service aérien, et qui se servent uniquement des rails. Que va-t-il arriver à ces petites municipalités?

Quand on ferme une base militaire comme celle de Summerside, à l'Île-du-Prince-Édouard, on tue une ville, une région. Cela est grave! Quand on coupe le budget pour le développement régional, on condamne ces ré-